CHANTIER 10

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET SOUVERAINETÉ EN TEMPS DE CRISE

Viser 100% d'autonomie alimentaire d'ici 2030.

POURQUOI EST-CE URGENT ?

Parce que la crise climatique va affecter les réserves alimentaires de certaines de nos régions par, entre autres, des successions de sécheresses et de pluies torrentielles. Parce que l'autonomie alimentaire du Québec, qui était de 80 % en 1985, est à 33 % aujourd'hui, diminuant dangereusement la résilience de toutes nos régions en mettant en péril ces réserves alimentaires face aux crises à venir.

Principales actions citoyennes suggérées

1. S'initier et s'investir dans l'autoproduction alimentaire;
2. Préparer et appliquer des plans locaux de résilience alimentaire adaptés à l'urgence climatique;
3. S'impliquer dans l'élaboration de modes de productions maraîchères en serre et/ou extérieures pour augmenter l'autonomie;
4. Acheter des denrées locales;
5. Supporter l'agriculture locale.

Principales actions municipales

1. Élaborer et mettre en œuvre avec les citoyens des plans de résilience alimentaire;
2. Développer un programme intensif d'autosuffisance et de souveraineté alimentaire impliquant, entre autres, la production maraîchère massive de légumes et fruits en serres disposant des tarifs électriques d'urgence climatique (TÉUC) ;
3. Mettre en place un programme intensif de stockage, de conservation et de distribution alimentaire de proximité;
4. Mettre en place des marchés publics de proximité;
5. Participer à la création de bibliothèques de semences, et soutenir la production des semences locales;
6. Aménager le territoire en fonction des besoins d'autosuffisance alimentaire.

Principales actions provinciales/fédérales

1. Adopter une loi visant l'autonomie alimentaire sur tout le territoire, notamment par la production maraîchère serricole et en offrant des tarifs électriques d'urgence climatique (TÉUC);
2. Stimuler l'autoproduction alimentaire par la permaculture biologique individuelle et collective en la soutenant financièrement par des mesures de subventions, de réductions de taxes et d'impôts;
3. Réformer en profondeur et faire respecter la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.